

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Sommet des Trois Bassins : un succès diplomatique pour le Gabon

J.KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

DANS la foulée de l'accueil triomphal et populaire auquel il a eu droit dimanche dernier à l'aéroport international Léon Mba à son retour de Brazzaville (Congo), le président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, a édifié les membres du gouvernement sur les enjeux du Sommet des Trois Bassins tenu samedi dernier dans la capitale congolaise.

Des assises qui, d'une certaine manière, consacrent le retour du

Gabon dans le concert des Nations en mettant un terme à son isolement diplomatique consécutif à la prise effective du pouvoir, le 30 août 2023, par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). D'autant qu'en réaffirmant du haut de la tribune, la ferme volonté de notre pays à respecter ses engagements internationaux en matière d'environnement, de lutte contre les changements climatiques et la gestion durable des ressources naturelles, le chef de l'État a clairement indiqué la détermination du Gabon à as-



Phase de la rencontre entre le président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema et les membres du gouvernement.

## Droit de réponse au président de l'UDERE...

"Suite à notre déclaration relative à la désignation des membres du Parlement par deux décrets du Président de la Transition, Chef de l'État, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, votre journal s'est fendu d'un papier empreint d'insinuation malveillante et de déformation des faits, toutes choses interdites par les dispositions de l'article 44 du Code de la Communication.

Résolument respectueux de la légalité et des institutions, il n'a jamais été dans notre intention de remettre en cause les décrets du président de la République, chef de l'État, seul habilité à prononcer les nominations aux hautes fonctions de l'État, et dont l'acte salutaire pour la libération du Gabon est un motif de fierté pour notre parti. Loin de nous la prétention de contester le pouvoir discrétionnaire du président de la République, chef de l'État en matière de nomination, notre déclaration s'adressait plutôt aux membres des bureaux du Parlement à qui nous demandons, avec insistance, d'avoir le courage de démissionner pour ne pas prendre la transition en otage en ramenant les mêmes vieilles pratiques qui ont fait tant de mal au peuple gabonais et qui ont fini par sortir nos forces de défense et de sécurité de leur réserve pour libérer la nation.

Dans l'entendement de tous, après la démission de l'ensemble des membres des deux bureaux du Parlement, le président de la Transition devrait nommer à leur place, à titre principal, les éléments des forces de défense et de sécurité à qui seront adjoints les autres parlementaires issus de toutes les forces vives de la Nation (partis politiques, société civile, confessions religieuses).

Ainsi, nous avons clairement reproché aux membres des bureaux la dissimulation des appartenances des propositions dans la répartition des postes, avec pour seul but d'augmenter le nombre des parlementaires de leurs écuries politiques.

En évidence, votre article ne reflète en rien l'authenticité de nos propos. Aussi, l'honnêteté intellectuelle et la déontologie professionnelle vous commandaient-elles de vous rapprocher de vos confrères dont le rendu sur cette actualité ne souffre d'aucune contestation (...)." Victor Missanda

Réplique de la Rédaction

**On ne sera pas long, d'autant plus que le souhait du président de l'UDERE n'a pas été exaucé par les autorités de la Transition. Tous les parlementaires nommés sont bel et bien en fonction. N'en déplaise à Victor Missanda.**

sumer ses obligations, donc à tenir pleinement son rôle dans ce combat qui engage l'avenir de l'humanité.

Ce faisant, le numéro un gabonais a assumé la position de leadership qu'occupe le Gabon sur la scène régionale et continentale sur les

questions de protection et conservation des écosystèmes et de la faune.

Une position sous-tendue par une politique environnementale innovante, pragmatique et efficace. À en juger notamment par son taux de déforestation estimé

à 0,1 %, sa capacité à stocker le dioxyde carbone (CO<sub>2</sub>), une exploitation forestière garantissant la pérennité de la ressource et le développement économique. Bref, ce conclave s'est avéré être un succès diplomatique pour le Gabon.

## Transition : le regard des jeunes de la Cémac

Line R. ALOMO  
Libreville/Gabon

PARCE que l'essor vers la félicité est l'affaire de tous. Parce que la jeunesse a sa partition à jouer, son avis à donner, l'Association des jeunes de la Cémac (Ajec), section Gabon, a organisé dernièrement, à l'immeuble Arambo, une table ronde pour questionner la transition gabonaise.

Elle voulait comprendre entre autres, l'impact de cette situation dans la coopération sous-régionale, ses enjeux et perspectives, le rôle qui pourrait être le leur dans cette phase particulière. En présence du représentant du président de la Transition, Stéphane Albert Yangari, le coordonnateur de l'Ajéc-Gabon, Stephen Koumba, a expliqué pourquoi les jeunes se sont sentis investis du devoir de s'impliquer dans cette actualité. Rappelant qu'au lendemain de la prise de pouvoir par les militaires, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) avait annoncé la suspension



Les jeunes de la Cémac entourés des officiels lors de la table ronde questionnant la transition gabonaise.

immédiate de "la participation du Gabon à toutes les activités de l'UA, de ses organes et de ses institutions". Il a demandé ce que cela implique.

Et Janvier Nguema Sima, expert des questions sous-régionales, de préciser que les sanctions sont normales, car les traités sous-régionaux interdisent des transitions militaires. "Mais ce qui s'est passé au Gabon avait un fondement populaire, si on se réfère à la liesse qui a salué cette libération". Ce qui suppose, ajoute-t-il que le cas Gabon n'a pas besoin de sanctions. "Elles pourraient avoir un impact pour

les Nations amies du pays. Le Gabon a plutôt besoin d'accompagnement (diplomatique, économique...), pour une transition réussie. Ce qui amènera le pays vers des institutions fortes et non des hommes forts."

Nguema Sima salue aussi la mise en place, par le président de la Transition, des institutions de la Transition dirigées par des civils. Gage, selon lui, de ses bonnes intentions. Tout comme ses visites des autres pays de la sous-région pour soutenir que tout va bien au Gabon, "sont entre autres des démarches utiles qui commencent d'ailleurs à porter des fruits".